



Transition urbaine et Mobilité

RESULTATS 2018

#MondeEnCommun



AFD
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

Développer le potentiel de chaque territoire

Le monde s'urbanise à une vitesse inédite. Les villes, qui regroupent déjà plus de la moitié de la population mondiale, abriteront les deux tiers de l'humanité d'ici 2050.

Ce phénomène est particulièrement rapide dans les pays en développement, qui concentreront à eux seuls 90% de la croissance urbaine mondiale à venir. Cette urbanisation accélérée se traduit bien souvent par un développement urbain non planifié et donc peu efficace, qui génère des impacts négatifs significatifs et creuse la fracture territoriale.

Comment dès lors répondre de manière pragmatique au déficit d'infrastructures d'aujourd'hui, tout en essayant de planifier demain ? Comment renforcer la cohésion territoriale, les liens de solidarité et favoriser le vivre ensemble ?

Pour répondre à ces défis, le département « Transition urbaine et mobilité » de l'AFD travaille avec ses partenaires (Etats, collectivités

locales, opérateurs économiques) pour trouver des solutions adaptées à chaque territoire. Son action vise à améliorer la qualité de vie en ville par un meilleur accès aux équipements, services de base, au logement et à l'emploi ; à favoriser le rééquilibrage et l'attractivité des territoires en œuvrant pour des déplacements fluides et non polluants et enfin à renforcer la gouvernance territoriale et l'autonomie locale.

Au sein du département Transition urbaine et mobilités de l'AFD, deux divisions apportent leur contribution à ce développement équilibré des territoires : elles instruisent et supervisent la mise en œuvre de financements pour des projets d'aménagement, de développement urbain et de mobilités (urbaine comme nationale ou internationale). Ce rapport rend compte de l'activité de ces deux divisions; activité qui se complète au niveau du Groupe AFD par celles d'autres Départements et de PROPARCO, susceptibles d'intervenir en milieu urbain ou dans le secteur des transports.



Notre activité en 2018

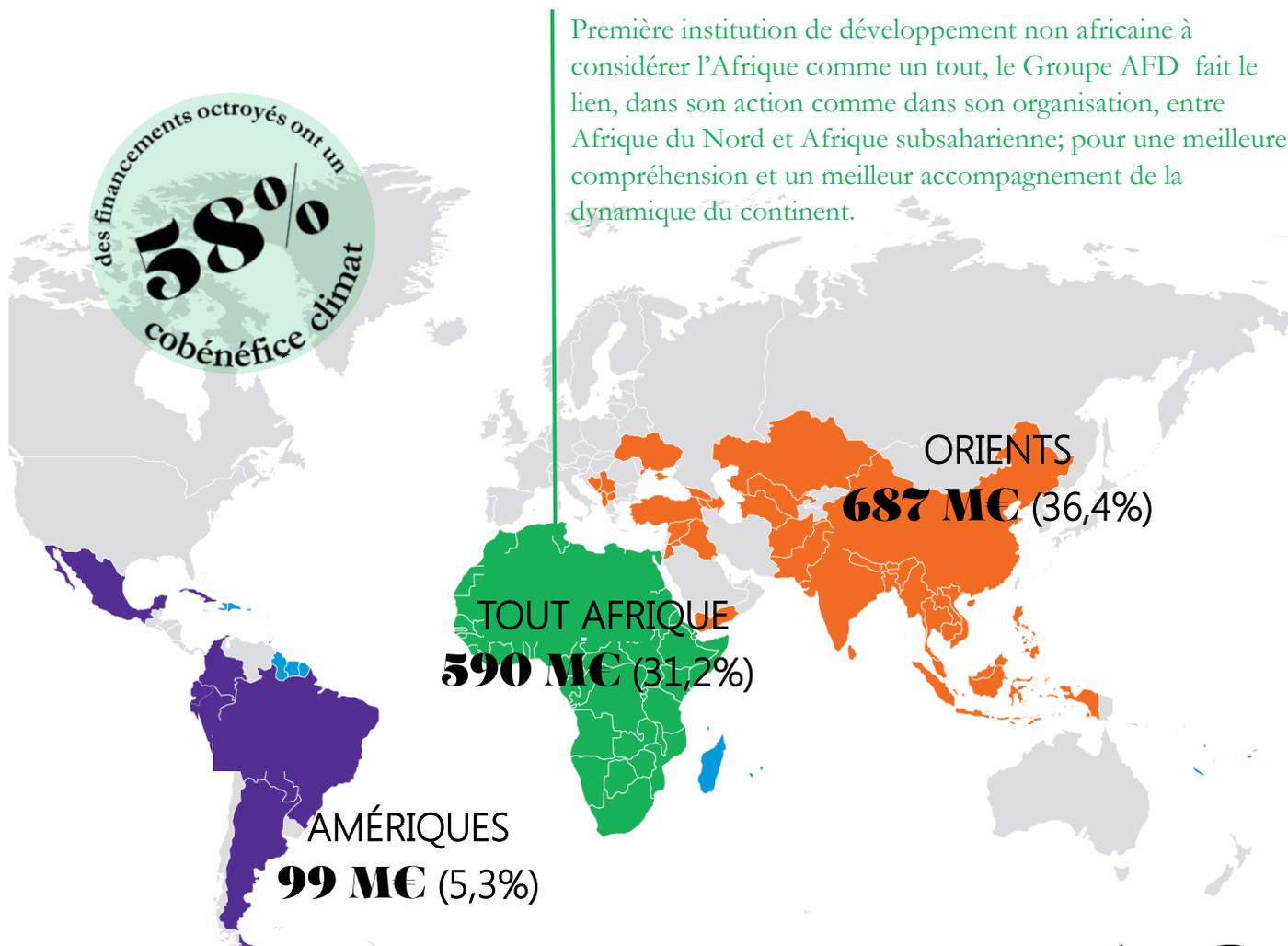
47

nouveaux projets

1,18 milliard d'euros accordés au bénéfice du secteur des transports et des mobilités et 707 millions d'euros pour des opérations de développement et d'aménagement urbain, de décentralisation et de finances locales.

Dans la continuité de l'année 2017, l'Asie et l'Afrique restent les premières bénéficiaires des financements.

Priorité du Groupe AFD, l'Afrique représente près de 32% du volume d'activité du Département.



3 Océans
513 M€ (27,1%)

Présents dans trois océans et sur quatre continents, les Outre-mer projettent la France bien au-delà de sa dimension hexagonale, lui conférant de fait un ancrage dans les espaces caribéen, pacifique, de l'océan Indien, de l'Atlantique et de l'Antarctique.

La stratégie de l'AFD : accompagner chaque territoire dans son projet de développement durable et développer des approches régionales avec son voisinage.

1,9

**milliard d'euros
en faveur de la
transition urbaine
et des mobilités
en 2018**



Aménagement et développement urbain

Division VII

des financements octroyés ont un
41%
objectif genre significatif

Une année de transition avec la préparation du nouveau cadre d'intervention « villes durables » du Groupe AFD et le lancement d'études qui devront permettre d'identifier des projets avec toujours plus de co-bénéfices climat et d'impacts sociaux-économiques.

La répartition géographique des octrois financiers suit globalement la tendance de 2017 :

Dans les Etats étrangers, le niveau d'engagements est relativement équilibré entre l'Afrique et l'Asie qui représentent respectivement 23 et 26% du volume d'activités. En Amérique latine, les octrois de l'AFD ont été limités mais l'activité s'est maintenue à travers le déploiement d'assistance technique et la réalisation d'études, au Brésil et en Equateur, initiés dans le cadre de facilités de préparation de projets.

Tout Afrique 157

Orients 177 M€

3 Océans 371 M€

Amériques | 0.5 M€

Les 3 Océans demeurent la première zone d'intervention de la division VII qui réalise en Outre-mer la moitié de son volume d'activités (364 millions d'euros) ; ce volume représentant par ailleurs 25% du total des activités du Groupe dans la zone.

De par sa nature transversale, la division VII est régulièrement sollicitée par les divisions

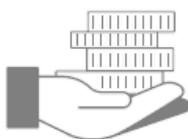
33

projets



707

millions d'euros d'engagements



6%

des octrois du Groupe AFD

sectorielles. En 2018, elle a apporté son expertise pour des projets eau/assainissement, transport et biodiversité : **6 projets pour un volume total de 260 M€**.

Pour une AFD 100% lien social:

Un focus sur l'innovation citoyenne

Parce que construire une ville durable suppose d'impliquer de larges coalitions d'acteurs, la division VII propose une nouvelle offre de services : la Pépinière urbaine.

L'objectif : replacer les habitants et usagers au cœur de la fabrique de la ville en leur permettant de concevoir, en lien étroit avec les autorités locales, des projets à fort impact social, culturel et environnemental.

Face au temps long que supposent les opérations d'ampleur financées par l'Agence (infrastructures et équipements), la pépinière urbaine se veut une réponse concrète pouvant être activée à tout moment :

- en amont du projet AFD, pour favoriser l'appropriation d'un nouvel espace ou tester de nouvelles fonctions en réaction à l'urgence des besoins (test de circulation piétonne sur un carrefour) ;
- en aval, pour revoir un nouvel usage (aires de jeu pour enfants dans un parc récemment réhabilité).

En plus de susciter la créativité, la mobilisation du plus grand nombre favorise l'appropriation des projets urbains et stimule la démocratie locale.



Adaptation aux changements climatiques

A Mianyang, en Chine

L'AFD finance à hauteur de 35 millions d'euros un projet de « ville éponge » inspiré des Solutions fondées sur la nature : une expérience pilote en vue de rendre les villes chinoises plus résilientes face aux catastrophes climatiques.

La demande de financements dans le secteur urbain est en forte croissance. La Chine recherche, auprès de l'AFD, un appui technique, de nouveaux concepts, des innovations à même de favoriser le développement de projets écologiques.

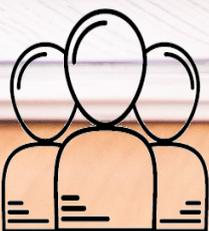
Conséquence du réchauffement climatique et d'une urbanisation mal maîtrisée, la Chine est en effet confrontée depuis plusieurs années à une recrudescence des crues et glissements de terrain. Pour y remédier, le gouvernement chinois a lancé fin 2015 un programme pilote de « villes éponges » qui devra permettre à ces dernières d'absorber et de détourner naturellement les surplus d'eaux. L'AFD soutient cette initiative qui implique notamment la création de nouveaux espaces verts, de toitures végétalisées, de revêtements absorbants pour les sols ou de nouvelles zones humides. Tout en renforçant la résilience de ces villes face aux inondations, ce programme devrait par ailleurs permettre d'augmenter l'approvisionnement de la population locale en eau par le recyclage des eaux retenues.

Décentralisation:

Au Sénégal, un prêt de politique publique pour appuyer une profonde réforme institutionnelle et financière :

« Permettre un renforcement pérenne des collectivités locales, par le biais d'une approche basée sur les résultats ; une approche qui les engage elles mais aussi l'Etat »

123
communes
dont les élus
mais aussi les
cadres ou
agents
municipaux
ont bénéficié
de formations



La décentralisation a connu une évolution progressive au Sénégal. En 1972, l'Acte I, précurseur, a affirmé les libertés locales avec la création des communautés rurales. En 1996, la deuxième vague de réformes a notamment acté le transfert aux collectivités locales de compétences dans neuf domaines et institué les principes de libre administration des collectivités locales et de contrôle de légalité a posteriori. L'Acte III de la décentralisation, dont l'objectif est « d'organiser le Sénégal en territoires viables, compétitifs et porteurs de développement durable », a été enclenché en décembre 2013. Depuis lors, l'architecture institutionnelle a évolué : communalisation intégrale du territoire, suppression des régions et création des départements.

Pour aller plus loin, l'AFD a octroyé à l'Etat du Sénégal un prêt de 80 millions d'euros, en complément d'un financement de 90 millions d'euros accordé par la Banque Mondiale, pour financer une politique publique qui devrait se traduire, d'ici à 2022, par le renforcement de la viabilité financière des collectivités locales (réforme des transferts financiers de l'Etat, amélioration du recouvrement de la fiscalité locale et modernisation des outils de gestion comptable) et l'amélioration de leur performance en matière de gestion et de maîtrise d'ouvrage (formations ciblées, incitation à la performance permettant aux communes d'accéder à des ressources complémentaires pour financer leurs investissements).

En outre-mer:

La spécificité de la division VIL : le financement des programmes d'investissement des collectivités locales et des opérateurs urbains (364 millions d'euros - 20 projets)

En Outre-Mer, l'AFD a développé une stratégie d'appui-conseil auprès des collectivités locales, dans une logique partenariale avec les acteurs du territoire (services préfectoraux, Directions régionales des finances publiques, Caisse des dépôts et consignations, chambres régionales des comptes). Cet accompagnement vise à redresser durablement la situation financière de certaines collectivités locales en difficulté, à leur permettre d'accéder à des financements et à retrouver leur rôle de financeur et de gestionnaire d'équipements de service public.

Dans les Etats étrangers :

Répartition des autorisations 2018 par objectifs stratégiques (343M€)

Améliorer la qualité de vie des citoyens

14% des financements -
5 projets

L'AFD poursuit ses efforts en faveur d'un meilleur accès aux services essentiels et équipements urbains, avec une attention particulière portée au traitement des déchets solides face à des besoins croissants, notamment sur le continent africain. En centrant son approche sur les habitants.e.s, elle s'emploie à développer, au sein de chaque projet, des actions en faveur de la création d'emplois et de l'insertion économique (Pépinière urbaine).

Favoriser un développement urbain équilibré et réduire les fractures territoriales

29% des financements -
3 projets

En accompagnant la planification : à Madagascar avec la création d'une agence d'urbanisme pour le Grand Tana.

En contribuant au développement des villes secondaires : au Cameroun et au Liban où ont été approuvés deux gros programmes d'investissement.

Renforcer les acteurs locaux en charge de la ville

57% des financements -
5 projets

Pour répondre à cet enjeu, les interventions de l'AFD visent d'une part à mieux accompagner les Etats dans la mise en œuvre des processus de décentralisation, et d'autre part à accompagner les collectivités locales les plus matures dans le financement de leur programme d'investissement.

Dans ce domaine, l'année 2018 figure comme une année exceptionnelle avec l'octroi de trois importants prêts de politiques publiques : à l'Etat du Sénégal, au Royaume de Jordanie et à l'Ethiopie.

Les financements autorisés en 2018 permettront à...

2,5

millions de citoyens
d'avoir une qualité de vie
améliorée

dont

un accès amélioré
aux services essentiels pour

730 000
personnes

une amélioration des
conditions d'habitation pour

110 000
personnes



Transport et Mobilité

Division MOB

des financements octroyés ont un
61%
objectif genre significatif

Une forte mobilisation pour orienter les investissements sur des projets qui permettent de mieux circuler en ville et de limiter les externalités négatives liées aux déplacements urbains.

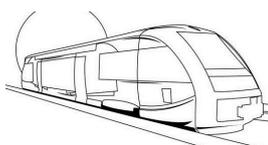
L'année 2018 témoigne de la stabilité du volume annuel d'autorisations de financements dédiés aux projets de transport/mobilité. Après une année 2017 caractérisée par une forte mobilisation sur des projets contribuant à l'intégration des économies dans les échanges internationaux (ports et aéroports), 2018 se distingue par sa concentration sur les projets de mobilité urbaine, à l'image de 2016.

43% des financements ont concerné les pays émergents des Orient. Si les projets sont ici, dans leur grande majorité, urbains, l'action de l'AFD en Asie se caractérise en réalité par sa diversité : du transport de masse permettant d'adopter des trajectoires bas-carbone (métros de Pune, en Inde, ou d'Istanbul, en Turquie); au prêt de politique publique dans le secteur portuaire pour un dialogue de long-terme avec tous les acteurs (Indonésie), en passant par la rénovation d'un corridor ferroviaire en Azerbaïdjan.

Cette diversité de projets (échelles urbaine,

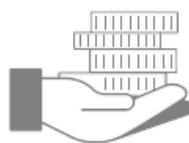
14

projets



1,18

milliard d'euros
d'engagements



10%

des octrois
du Groupe AFD

nationale, internationale), on la retrouve en Afrique, zone d'intervention prioritaire de l'AFD, qui concentre 37% des financements alloués en 2018.

Dans le bassin méditerranéen, la mobilité urbaine a été le fil conducteur avec la rénovation de la ligne 1 du métro du Caire en Egypte ou l'extension des réseaux de tramway de Rabat et de Casablanca au Maroc. En Afrique subsaharienne, outre le lancement d'études qui devraient permettre de repenser l'aménagement du port de Dakar ou d'optimiser la gestion des aéroports kenyans, le grand projet de contournement de Kampala, en Ouganda, a pu émerger avec le soutien de l'Union Européenne qui a délégué 90 millions d'euros à l'AFD pour cette opération.

Tout Afrique 433 M€

Orient 510 M€

3 Océans 144 M€

Amériques 98 M€

Le reste des financements est réparti entre l'Amérique Latine (8%) et les 3 Océans (12%) où les projets sont principalement urbains.

Le nouveau cadre d'intervention Transports et Mobilités, finalisé en 2018, est en ligne !

Avec une majorité d'investissements dédiés à un transport collectif de qualité,

70%

du volume d'activités de la division MOB a un **cobénéfice climat.**

Sur les 13 projets soutenus dans les Etats étrangers, 10 contribueront à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à une trajectoire de développement bas carbone.





Première des 3 lignes que compte la ville, la ligne 1 a été mise en service en 1987.

Epine dorsale des déplacements journaliers au Caire, elle est caractérisée par une fréquentation souvent largement supérieure à sa capacité nominale, des fréquences de train insuffisantes, une vitesse commerciale dégradée et surtout des systèmes vétustes susceptibles de causer des accidents graves.

Le projet soutenu par l'AFD vise ainsi à contribuer à un développement urbain durable du Caire : en améliorant les conditions de vie des habitants, via un accès à un transport de qualité, abordable, rapide et sûr pour toutes et tous, et ce tout en réduisant les encombrements mais aussi les émissions de CO2 et la pollution due au trafic routier.

Mobilité urbaine

Au Caire, plus grande métropole du continent africain, avec 22 millions d'habitants, la rénovation et la modernisation des 44 km de la ligne 1 du métro est une nécessité pour assurer en toute sécurité le transport de 2 millions de personnes par jour, et par ailleurs décongestionner les routes et améliorer la qualité de l'air.

Au-delà de son impact sur la lutte contre le changement climatique (atténuation des émissions de gaz à effets de serre), ce projet porte une forte ambition en ce qui concerne sa **contribution à la lutte contre le harcèlement dont sont massivement victimes les femmes égyptiennes dans les transports en commun.**

Une campagne vidéo, initiée notamment par l'AFD, vient d'être lancée pour sensibiliser le public. Visionnez la sur : <https://www.afd.fr/fr/en-egypte-une-video-choc-pour-denoncer-le-harcèlement-sexuel-dans-les-transports-publics>



STOP HARRASMENT

Connectivité nationale

La déficience des infrastructures et des services de transport à Cuba

contraint fortement la mobilité de ses 11 millions d'habitants mais aussi celle des touristes, alors que ce secteur représente un enjeu économique primordial.

700

cadres et techniciens dont les conditions de travail sont améliorées

100

cadres et techniciens formés

Le réseau ferré, long de plus de 8 000 km, s'étend sur toute la longueur de l'île et relie les 8 ports du pays. Construit dès les années 1830, il est parfaitement adapté à sa géographie et au transport des principales marchandises, notamment des 18 millions de tonnes annuelles de canne à sucre, mais requiert de gros travaux de réhabilitation pour améliorer la qualité, la sécurité et la fiabilité du service.

L'AFD accompagne le gouvernement cubain dans son programme de modernisation du secteur ferroviaire et des ateliers de maintenance. L'objectif : restaurer le service ferroviaire cubain et renforcer sa compétitivité.

Suivant une approche partenariale forte, l'Agence a mobilisé la SNCF qui a apporté son expertise d'opérateur à son homologue cubain, l'UTC.

Répartition des engagements Transports

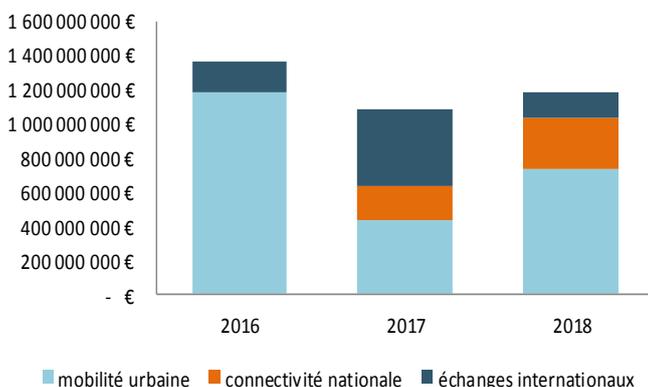
en 2018, par échelles territoriales

Mobilité urbaine : promouvoir des villes vivables et inclusives

62% des financements - 10 projets

L'enjeu est d'améliorer la qualité de vie des citoyens en développant des mobilités propres et durables pour tous. Au-delà des infrastructures de transports collectifs « massifs » (tramway, métro, bus en site propre, trains de banlieue) qui représentent la part majeure des projets financés par l'AFD, il s'agit d'accompagner davantage nos partenaires locaux et nationaux dans la planification de la mobilité urbaine, notamment à travers l'initiative MYC (Mobilize Your City).

En 2018, l'AFD a déployé **plus de 730 millions d'euros en faveur d'une mobilité durable, 100% Accord de Paris** : optimisation du métro de Saint Domingue (République Dominicaine), réhabilitation de lignes suburbaines à Buenos Aires (Argentine), financement de deux nouvelles lignes de métro à Pune (Inde), compléments de financement au train express régional (TER) de Dakar, réhabilitation de la ligne 1 du métro du Caire, extension de la ligne 4 du métro à Istanbul (Turquie).



Connectivité nationale : développer le potentiel économique et social des territoires

25% des financements - 3 projets

La route et le rail sont indispensables pour connecter les capitales régionales, les zones urbaines et rurales. Ce maillage du territoire est crucial pour garantir l'accès de tous aux services essentiels, développer les potentiels économiques et, permettre la cohésion nationale. En cela, le projet mis en œuvre à Cuba (30M€) est une bonne illustration des enjeux associés au développement du secteur ferroviaire dans les pays en développement.

Echanges internationaux : intégrer les économies aux échanges mondiaux

13% des financements - 1 projet

En réponse à l'augmentation constante des flux de passagers et de marchandises et face au nécessaire besoin de transition énergétique et écologique, le Groupe AFD, et notamment PROPARCO, finance le développement durable des infrastructures portuaires et aéroportuaires des pays à faibles revenus, insulaires ou enclavés.

En 2018, la division MOB a soutenu un programme de réformes des secteurs maritime et logistique en Indonésie, via un prêt de politique publique. En outre, une expertise a été apportée pour le financement partiel du Plan de services et d'équipement de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) pour la période 2018-2022.

Des impacts tangibles...

2800

km de voies terrestres seront créées ou réhabilitées



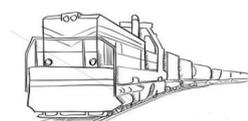
4,1

millions de passagers prendront tous les jours des transports en commun nouveaux ou réhabilités



12

millions de tonnes de fret transiteront chaque année sur les voies terrestres



A lire : le supplément AFD de la revue Urbanisme

Fruit d'un travail collaboratif des équipes du Département Transition urbaine et Mobilités, ce supplément de la revue Urbanisme présente l'action de l'AFD en faveur de villes inclusives et durables.

Au fil des articles, les auteurs se sont attachés à rendre compte de la diversité des situations et des solutions élaborées par leurs partenaires du Sud pour répondre aux défis posés par l'urbanisation.

Pour une ville bien pensée et ouverte à tous

L'exemple des villes secondaires au Cameroun : « *La planification urbaine est autant le support d'échanges entre partenaires que la formalisation de projets et d'objectifs.* »

Pour une qualité de vie améliorée

La qualité de l'air: un nouveau défi de Paris à Hanoï : « *Changement climatique et dégradation de la qualité de l'air sont intimement liés. Ils ont des causes communes : transports et industrie, chauffage et production électrique, agriculture, déchets. Ils appellent des réponses communes. Traiter la question de la pollution de l'air peut accélérer la mise en œuvre d'actions bénéfiques dans la lutte contre le réchauffement climatique – et vice versa.* »

Pour désenclaver et connecter les quartiers d'extension aux centralités

Les pôles d'échanges de Casablanca ou Medellin : « *Alors que les villes et leurs extensions captent l'essentiel de la croissance de la population, l'organisation des échanges (re)devient l'enjeu central et implique de repenser l'articulation entre urbanité et mobilité.* »

Pour des déplacements fluides et non polluants

Le système de transport collectif en site propre de Peshawar au Pakistan ou « *comment offrir une qualité de service et une capacité de transport de voyageurs comparable à celle d'un métro, pour un coût d'investissement plus faible.* »

Pour une participation de chacun à la gouvernance urbaine

La fabrique collaborative de la Ville: quels enjeux en Tunisie ou au Burkina Faso : « *L'implication de la multitude est porteuse de créativité, d'inventivité et également d'appropriation des espaces, des infrastructures et des services. C'est le concept de « maîtrise d'usage » qui met en lumière le rôle des utilisateurs, des habitants d'un quartier ou des acteurs économiques locaux dans la conception des projets.* »

<https://www.afd.fr/fr/revue-urbanisme-supplement-pays-en-developpement-transition-urbaine-et-mobilite>



#MondeEnCommun

Tel. : +33 1 53 44 31 31

5, rue Roland Barthes · 75598 Paris cedex 12 · France

Sur twitter : @AFD_France

www.afd.fr